

DE BUENOS AIRES



N°18 – Du 28 avril au 4 mai 2023

Zoom – En Uruguay, après le sénat, la chambre des représentants adopte la réforme des retraites

Après un vote favorable du Sénat à la fin 2022, les députés ont adopté, fin avril, la réforme des retraites après plusieurs semaines de discussions et de nombreuses propositions d'amendements. Dans son ensemble, la réforme suit les principales recommandations du rapport remis en octobre 2022 par la commission d'experts en matière de sécurité sociale (CESS). Créée en 2020, cette commission avait pour objectifs d'analyser le système des retraites et de formuler des propositions pour restaurer sa soutenabilité financière. Après avoir mené plusieurs consultations pendant près d'un an, les experts ont recommandé aux autorités uruguayennes d'instaurer un système de retraite unique en supprimant les régimes spéciaux, tout en conservant le caractère mixte du régime actuel qui combine une approche par capitalisation et par répartition. En effet, l'Uruguay connaît une dynamique démographique défavorable, avec une population relativement âgée qui vieillit rapidement. De plus, le taux de dépendance est plus élevé que celui observé dans le reste de la région (24% en Uruguay versus 13% en moyenne en Amérique latine et dans les Caraïbes). Qui plus est, les dépenses de retraites sont particulièrement élevées (13% du PIB en 2021, soit un niveau similaire à celui des pays européens) et devraient continuer à s'accroître en absence de réforme. À ce titre, en prenant seulement en compte les trois principaux régimes de retraite actuels, à savoir ceux administrés par la banque de la prévoyance sociale (BPS), les forces armées et la police, les dépenses devaient passer de 10% du PIB en 2021 à 13% du PIB en 2070. En parallèle, les revenus issus des cotisations et des taxes affectées demeurent largement insuffisants (8% du PIB) pour couvrir les dépenses, ce qui conduit à un système structurellement déficitaire (environ 5% du PIB). Dans ce contexte, la réforme vise à restaurer la soutenabilité financière du système des retraites, en rationalisant le nombre de régimes spéciaux et en rallongeant progressivement l'âge de départ à la retraite. Une période de transition de 11 ans est prévue avant l'application du nouveau système des retraites qui devrait entrer en vigueur à partir de 2033. À cette date, seule la moitié des assurés auront rejoint le nouveau régime. La montée en puissance sera graduelle avec un basculement annuel de seulement 5% des assurés. Dans ces conditions, les personnes nées avant 1973 ne seront pas affectées par la réforme. Par ailleurs, le taux de contribution sera de 15%, avec 10% alloués à la BPS et 5% au compte d'épargne individuel. L'âge de départ à la retraite passera de 60 ans à 61 ans à partir de 2034 pour les personnes nées en 1973, puis augmentera progressivement pour atteindre 65 ans en 2042. À partir de cette date, l'âge de départ à la retraite variera en fonction de la hausse de l'espérance de vie. En revanche, la période de cotisation exigée avant de prendre la retraite restera de 30 années, avec toutefois la possibilité d'accorder une retraite anticipée (jusqu'à 3 ans) aux personnes ayant une carrière longue (plus de 40 ans) ou exposées à des facteurs de pénibilité. Le montant des retraites dépendra aussi des salaires perçus durant les 20 meilleures années professionnelles, au lieu des 10 dernières années dans le régime actuel. Enfin, la réforme prévoit une pension minimale universelle de 14.000 pesos par mois (environ 360 USD) qui peut monter jusqu'à 42.000 pesos (environ 1.100 USD) afin d'assurer des pensions supérieures au seuil de pauvreté à tous les retraités uruguayens.

LE CHIFFRE À
RETENIR

65

Age de départ à la retraite à
partir de 2042

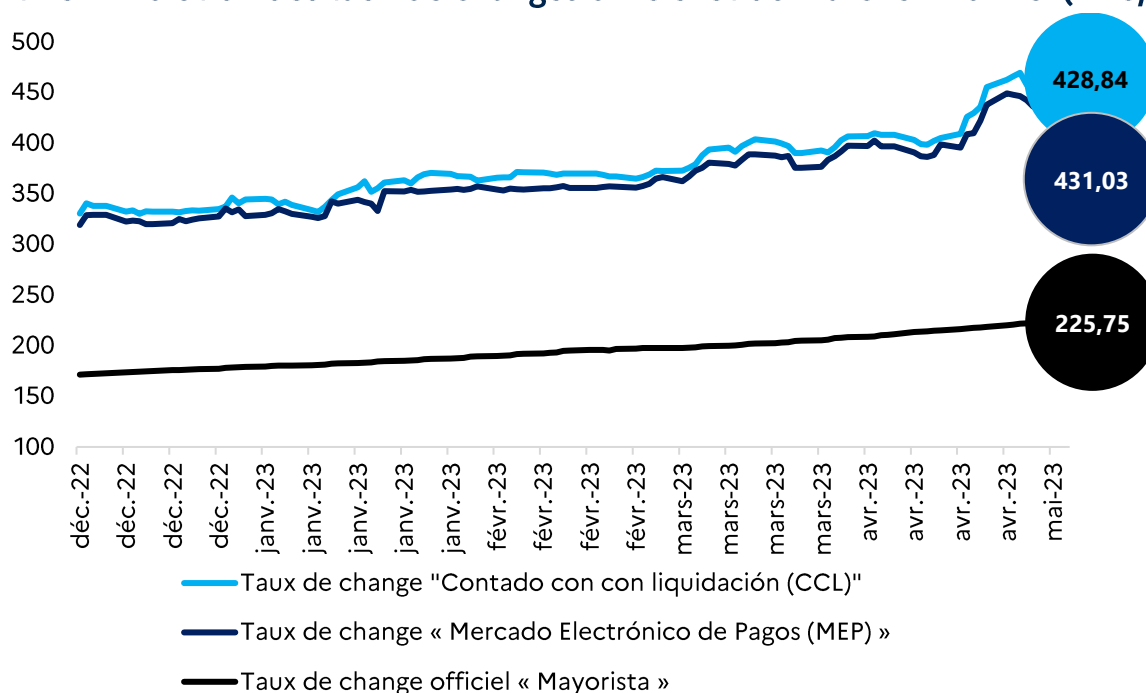
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,7%	0,2%	5,3%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dettes publique (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dettes extérieure (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	98,4%	5,0%	4,1%	7,1%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	0,2%	-1,0%	4,5%	2,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	-2,7%	-0,5%	0,2%	1,7%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	2,0%	1,9%	3,5%	2,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	0,7%	1,9%	2,5%	2,5%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Évolution des taux de changes officiel et du marché informel (ARS/USD)



Sources : Ambito, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Le contrôle des changes se durcit dans un contexte de forte volatilité cambiaire

Parmi les mesures prises pour apaiser les tensions cambiales, la commission nationale des valeurs (CNV), a annoncé deux restrictions supplémentaires sur les marchés parallèles. Ces nouvelles mesures concernent les taux de change financiers parallèles légaux, qui sont utilisés par les acteurs privés pour dollariser leurs positions, à savoir le « Contado con liquidación (CCL) » et le « Mercado Electrónico de Pagos (MEP) ».

La première interdit aux investisseurs l'achat ou la vente de devises à travers des opérations MEP ou CCL en déposant des obligations en garanties. Par conséquent, les investisseurs ne peuvent plus opérer sur ces marchés avec leur portefeuille ou en ayant recours à de l'endettement. A cet égard, la Banque centrale a relevé le taux de référence sur les Leliqs de 1.300 pnb ces deux dernières semaines afin de rendre plus cher les emprunts en peso (taux à 141% en rythme annualisé versus une inflation prévue à 110% à la fin 2023).

La seconde oblige les opérateurs boursiers à vendre un volume comparable de titres achetés, afin d'équilibrer les flux en devises au sein du système financier argentin via les opérations boursières susmentionnées.

A travers ces nouvelles contraintes, les autorités argentines espèrent réduire le volume des opérations boursières afin de peser à la baisse sur les taux de change tolérés (CCL et MEP). Dans les jours qui ont

suivi ces annonces, les tensions sur le marché se sont effectivement apaisées. En effet durant la semaine, le taux de change CCL est passé de 457 à 427 ARS/USD tandis que le MEP est passé de 440 à 434 ARS/USD, soit une appréciation de respectivement 7,0% et de 1,3%. Les reculs observés sont également dus aux dernières mesures prises, à savoir les hausses des taux d'intérêt sur les titres Leliqs et les interventions de la Banque centrale sur les marchés parallèles. Les autorités monétaires espèrent ainsi réduire le différentiel de change, afin de contenir les pressions sur les prix, et éviter l'hémorragie des réserves internationales (35,0 Md USD, en baisse de 2,0 Md USD en avril).

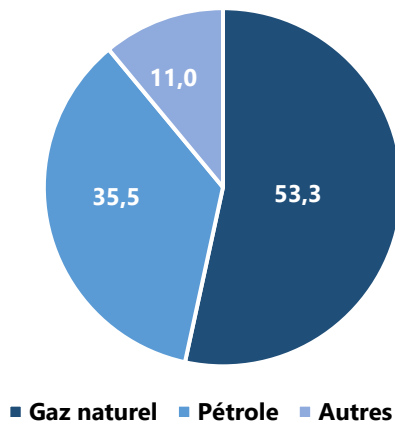
Cependant, les économistes jugent insuffisantes les mesures prises par la Banque centrale et le gouvernement pour stabiliser durablement le système monétaire. Les restrictions impliquent un simple transfert de la volatilité cambiaire, dans la mesure où les investisseurs effectuent à présent leurs transactions au taux Senebi à la place des taux MEP et CCL. Par ailleurs, les interventions de la Banque centrale sur les marchés parallèles (125 MUSD le 3 avril) contribuent elles-mêmes à diminuer les réserves internationales, ce qui accroît in fine les tensions cambiales.

L'appel d'offre RenMDI pour développer les énergies renouvelables est un franc succès

Le gouvernement argentin a reçu 204 offres de projets de production d'énergies renouvelables, provenant de 65 entreprises, dans le cadre de l'appel d'offre pour la génération d'énergies renouvelables (RenMDI), lancé en janvier dernier. Le programme consiste à développer une

production décentralisée d'énergies renouvelables afin de diversifier la matrice énergétique du pays. Si la production proposée pour chaque projet est comprise entre seulement 3 et 20 MW, l'offre totale permettrait d'installer une capacité de plus de 2.000 MW pour un montant de 2,0 Md USD. En dépit de ce potentiel, la puissance installée requise par le gouvernement se limite actuellement à 620 MW en raison des faibles capacités du réseau électrique argentin.

Production d'énergie en Argentine par source en 2021 (%)



Sources : Ministère de l'Économie, SER Buenos Aires

L'appel d'offres se répartit en deux volets. Le premier est consacré au développement de centrales de biomasse, photovoltaïques, éoliennes et des capacités de stockage, afin de remplacer les anciennes et peu efficaces centrales thermiques. A ce propos, le secrétaire d'état à l'Énergie a reçu 148 projets représentant une production de 1.953,8 MW. Les projets proposent de construire 3 parcs éoliens avec un système de stockage d'électricité, 9 centrales de biomasse, 136 centrales photovoltaïques (desquelles 35 comportent un système de stockage d'électricité). Tous ces projets

seront en concurrence pour couvrir les 500 MW attribués, en raison des faibles capacités du système électrique argentin (SADI). Le deuxième volet vise à diversifier le mix électrique. Les projets dans ce domaine portent sur 25 centrales hydroélectriques de petite taille et 31 usines de biogaz, le tout pour une capacité totale de 119 MW. Dans ce cas, tous les projets peuvent être retenus, puisque le gouvernement dispose de 120 MW alloués à ce segment.

Le gouvernement publiera ses décisions d'attribution le 6 juillet.

CHILI

Suite à l'annonce de la stratégie nationale du lithium, les entreprises chiliennes publiques et privées précisent leur stratégie

L'annonce de la stratégie nationale du lithium a eu des répercussions sur le positionnement des entreprises privées et publiques du secteur. L'organisation de l'exploitation du lithium chilien a été remodelée autour des deux entreprises publiques Codelco et ENAMI, à présent chargées de représenter l'État et de gérer ses participations dans le lithium en s'associant avec des acteurs privés.

Dans le secteur privé, cette annonce a généré une vague d'incertitudes qui s'est traduite par une chute de la valeur boursière des deux producteurs historiques de lithium au Chili, l'entreprise sino-chilienne SQM (-7,0%) et l'américaine Albemarle (-4,2%). SQM doit notamment renégocier son contrat d'exploitation qui expire en 2030 avec l'entreprise publique Codelco, avec qui elle



n'a pas d'antécédents commerciaux. Le président de SQM, Gonzalo Guerro Yamamoto, a réaffirmé les ambitions de l'entreprise au Chili en lançant un plan d'investissement de 3,4 Md USD entre 2023 et 2025, dont 1,4 Md USD seraient destinés à augmenter la capacité de production de lithium au Chili. Par ailleurs, les deux entreprises investissent sur le plan technologique pour se conformer à l'obligation d'utiliser des méthodes d'extraction à faible impact environnemental, comme l'extraction directe du lithium prévue dans la Stratégie nationale – technologies pour lesquelles les entreprises françaises pourront mettre en avant leur savoir-faire. Pour sa part, Albemarle a notamment annoncé la construction d'un centre pilote en recherche et développement des technologies d'extraction directe à Antofagasta d'ici septembre.

En parallèle, les deux entreprises publiques, Codelco et ENAMI, initialement spécialisées dans l'extraction du cuivre, développent leurs activités dans le lithium en cherchant à s'associer à des entreprises privées. De son côté, Codelco arrive à la fin de sa campagne d'exploration commencée il y a sept ans dans le salar de Maricunga. Le président de Codelco a annoncé la définition, au second semestre 2023, du type d'entreprises qui sera mobilisé dans ce projet et du montant des investissements engagé par Codelco.

ENAMI lance un projet de lithium à 1,5 Md USD et recherche de futurs associés

L'entreprise minière publique ENAMI, chargée de représenter l'État chilien et de gérer ses participations dans le lithium avant

la création d'une entreprise nationale du lithium, a annoncé le lancement du projet Salares Altoandinos d'une valeur de 1,5 Md USD. Le projet porte sur l'exploitation de cinq gisements de la région de Siete Salares (région d'Atacama dans le Nord du Chili) qui ont déjà fait l'objet d'une campagne d'exploration. La valeur actuelle nette (VAN) du projet s'élèverait à 2,5 Md USD selon ENAMI, pour des niveaux de production annuelle estimés à 60.000 tonnes en situation de pleine exploitation.

Pour réaliser ce projet, une fois le contrat spécial d'exploitation du lithium (CEOL) obtenu, ENAMI envisage de procéder à un appel d'offres à destination de partenaires privés, afin de lancer les travaux d'ici trois à quatre ans. Considérant les résultats en baisse de l'entreprise (perte de 78 Md USD en 2022) et son intégration récente dans le secteur du lithium, le vice-président exécutif de l'entreprise publique, Jaime Pérez de Arce, précise qu'ENAMI n'investira pas de capitaux dans les projets liés au lithium. Ceux-ci devront faire appel à une technologie répondant à des normes environnementales plus élevées. Par ailleurs, la majorité des bénéfices tirés de l'exploitation reviendront à l'État chilien, mais la gestion des opérations pourrait être laissée à la discrétion du partenaire privé. Jaime Pérez de Arc mentionne plusieurs partenaires actuels de l'entreprise envisagés comme associés potentiels du projet. L'exploitant français Eramet, avec qui plusieurs accords ont déjà été conclus, figure en tête de liste, suivi des deux entreprises chinoises Tianqi (actionnaire de SQM) et Tsingshang. Un partenariat avec des entreprises chinoises constituerait un revirement majeur, puisque le gouvernement chilien n'envisageait pas jusqu'à alors de les intégrer aux projets miniers majeurs au Chili.

PARAGUAY

Santiago Peña remporte les élections du 30 avril malgré des accusations de fraude

Le 30 avril, Santiago Peña, de l'association nationale républicaine (ANR), a été élu président du Paraguay avec 42,7% des voix lors des élections générales. Il est suivi dans le scrutin par le candidat de gauche Efraín Alegre, de concertation pour un nouveau Paraguay (CPNP), et par celui d'extrême droite Paraguayo Cubas, du parti croisade nationale (PCN), avec respectivement 27,5% et 22,9% des voix. L'ANR a également remporté le Congrès, détenant une majorité absolue à la Chambre des députés avec 42 sièges sur 80 et relative au Sénat avec 17 sur 45, ainsi que 16 des 17 postes de gouverneurs. Cette élection s'inscrit dans la continuité, dans la mesure où l'ANR, parti du président actuel Mario Abdo Benítez, a gouverné le Paraguay pendant 65 ans sur les 69 dernières années. Peña prendra ses fonctions le 15 août pour 5 ans sans possibilité de réélection.

Le candidat victorieux s'est démarqué par son expérience au Fonds monétaire international (FMI), à la Banque centrale et au ministère des Finances de 2015 à 2017 sous le gouvernement d'Horacio Cartes. Son programme inclut de nombreuses mesures sociales qui ont su séduire l'électorat paraguayen. Entre autres, il propose de mettre en place un système de crèche gratuite pour aider les mères à s'insérer sur le marché du travail, un plan de prévention contre les drogues, une augmentation des allocations familiales et un programme de

prêts immobiliers pour faciliter l'accès au logement.

Malgré une participation supérieure aux élections générales précédentes (63,2% contre 61,4% en 2018), des doutes persistent en ce qui concerne la régularité des élections. Le CPNP a déposé une plainte au tribunal électoral de Concepción, dénonçant des irrégularités dans 9 bureaux de vote. Des observateurs de l'Union européenne (UE) ont quant à eux constaté des pratiques d'achats de voix et de votes assistés. Cependant, ces mêmes observateurs ont également reconnu le professionnalisme et la transparence du Tribunal supérieur de justice électorale (TSJE), chargé des élections. Autre difficulté : parmi les nouveaux gouverneurs élus de l'ANR, Freddy D Ecclesiis, gouverneur de San Pedro, est accusé par la justice paraguayenne d'entretenir des liens avec les narcotrafiquants.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
LinkedIn :
Twitter :

simeon.morvan@dgtresor.gouv.fr
Service Économique Régional pour le Cône Sud
@Tresor_ConoSud